

POUR UNE DÉMOCRATIE ÉCOLOGIQUE



ENTRETIEN AVEC DOMINIQUE BOURG



Dominique BOURG est philosophe, professeur honoraire à l'Université de Lausanne. Il dirige les collections : « L'écologie en questions » avec Alain Papaux, « Nouvelles terres » avec Sophie Swaton et <http://lapenseeecologique.com>, aux PUF.

RÉSUMÉ

Nos institutions sont décalées tant par rapport aux aspirations démocratiques des citoyens que vis-à-vis d'une donne écologique désormais suicidaire. Le Covid-19 nous rappelle quant à lui le coût imprévisible et non calculable de la destruction des écosystèmes. De quelles institutions avons-nous besoin pour faire front face à cette accumulation de difficultés ?

Les démocraties occidentales connaissent une désaffection vis-à-vis des mécanismes électoraux. En France, c'est sans doute plus le cas qu'ailleurs. Nous l'avons constaté avec le mouvement des Gilets jaunes, composé de ceux qui ont « décroché », tout en appelant à une réforme des institutions. Cela n'a rien d'étonnant, il suffit de regarder la composition sociologique de nos assemblées : une surreprésentation des classes aisées. La démocratie représentative ne fonctionne plus en France. De plus, nous avons un régime présidentiel quasi monarchique. J'ajoute une constitution qui, dans son dernier article, verrouille toute transformation. Un pays complètement bloqué démocratiquement.

Cet état de fait s'inscrit dans un cadre plus large, et cela avant la crise du Covid-19, celui de la réduction très forte par les élites du rôle de l'Etat. La crise sanitaire révèle un État démuni, sans masques, sans gel, sans tests, etc. La gestion en flux tendu, boutiquière et à très courte vue, prônée par le new public management, débouche sur une catastrophe sanitaire et un arrêt de l'économie ! Taïwan n'a pas arrêté son économie ! Le néolibéralisme est une doctrine sommaire qui a lessivé

les cervelles. Avec en prime une démocratie en lambeaux.

Pour changer cela, il convient de redonner du pouvoir à la puissance publique, et d'en redéfinir les missions. L'Etat ne peut plus agir seul, il n'a d'ailleurs plus l'expertise pour le faire. Il ne peut agir qu'en collaboration avec une société civile à qui l'on doit redonner des instruments. L'État doit garantir l'articulation entre les échelles nationale et internationale, mais aussi un certain nombre d'objectifs pour induire la confiance entre acteurs. Il doit donc recouvrer ses moyens. Encore récemment en France, on vendait la Française des Jeux ! Absurdité idéologique !

**« L'Etat ne peut plus agir seul,
il n'a d'ailleurs plus l'expertise
pour le faire. »**

Il faudra également revoir le statut et le fonctionnement de la haute fonction publique. J'ajoute que le « pantouflage » sert beaucoup à dépecer l'Etat. Pour moi, c'est très clair, nous avons besoin d'entrer dans une 6e République.

En effet, nos institutions ont beaucoup de mal avec le long terme. La

crise que nous traversons avec le Covid est une crise écologique. Plus vous détruisez le vivant et la biodiversité, plus vous créez des circulations possibles notamment de virus, l'augmentation des populations pathogènes... Nous sommes rentrés dans une période où nous sommes rendus à notre vulnérabilité biologique.

Aujourd'hui, c'est une attaque sanitaire, demain ce sera l'augmentation de la température. En Australie, en 2019-2020, le rendement du riz et du sorgho a baissé de 66%... Nous rentrons dans le deuxième degré d'augmentation de la température par rapport à la fin du XIXe siècle avec les « méga-feux », les cyclones au plafond de la catégorie 5, les inondations hors normes, etc.

C'est en sens-là qu'il n'y aura pas d'après Covid, nous sommes rentrés de plein pied dans une période de déstabilisation du système-Terre. Dans ces conditions, le productivisme, la croissance indéfinie des flux de matières ou d'énergie sont absurdes. C'est ce qui va nous tuer. Une démocratie écologique vise à remettre les institutions et les modes de vie dans les limites planétaires. Nous avons besoin d'institu-

tions plus ouvertes sur le long terme, tenant compte des rapports du GIEC et de l'IPBES. Avec la modernité, nous avons pour objectif d'accumuler les richesses matérielles et de les redistribuer en « s'écharpant » sur les critères. Aujourd'hui, l'objectif, c'est de régénérer la nature. Il faudra donc produire beaucoup moins. Et comme ceux qui détruisent le plus, sont ceux qui ont les plus hauts niveaux de vie, la deuxième obligation, c'est de resserrer les écarts de revenu. Il nous faut des institutions capables de se donner cette double finalité et les moyens de l'atteindre.

« Il n'y aura pas d'après Covid, nous sommes rentrés de plein pied dans une période de déstabilisation du système-Terre. »

J'ai, avec d'autres, détaillé ces institutions notamment dans *Inventer la démocratie du XXIe siècle*. Ces institutions doivent nous ouvrir aux grands enjeux et être plus participatives pour entraîner la population.

Le maximum de la canicule de 1976 sur le territoire français était de 36°. En juin 2019, la température de 46° était atteinte dans un petit village de

l'Hérault. Un mois plus tard, il faisait 43° en banlieue parisienne. Nous allons enregistrer une nouvelle hausse, nous ne pouvons plus y échapper, de 0,9° non pas en 40 ans mais en 20 ans. Il y aura probablement autour de 2050 des pointes de température autour de 50° à Paris. Nous voyons bien que la ville telle qu'elle est, sera totalement invivable. Nous avons donc besoin de réorienter nos activités économiques vers des infrastructures revisitées. Nous disposons de sols avec un bilan de biomasse qui ne cesse d'être déficitaire. Nous ne pouvons pas continuer indéfiniment sous peine de mourir de faim. Et l'on sait aussi que l'on disposera de moins d'énergie, il faudra donc réallouer une main d'œuvre plus importante à l'agriculture. Notre agriculture est non résiliente au changement climatique, à la différence de l'agriculture paysanne. Nous avons besoin d'institutions pour assumer ces changements. Et il est déjà très tard !

Pour ce changement sociétal, institutionnel, stratégique, il faut déjà avoir une vision non idéologique pour s'entendre sur un diagnostic établi au niveau des institutions internationales. Et on ne le fait pas ! Pourquoi ? Ce qu'il y a à changer est

énorme, et ceux qui doivent changer le plus ce sont ceux qui bénéficient le plus du système actuel. Il y a aussi des cadres, des dirigeants, des gens de droite – c'est pour cela que je ne veux pas idéologiser ma réflexion – qui sont d'accord avec ce constat. Pour ce grand changement, il faudrait donc se lancer dans une constituante et la période actuelle s'y prête avec la crise que nous vivons.

Pour aller plus loin, au-delà du niveau national, le niveau européen, qui est essentiel, n'évoluera pas si un certain nombre de pays, dont la France, ne se transforme pas.